

**Élections législatives
10 et 17 juin**

**Élections législatives
10 et 17 juin**

**NOTRE
PROJET**

Ne pas jeter sur la voie publique - Imprimé sur du papier recyclé

**ENSEMBLE
POUR LA MAJORITE
PRESIDENTIELLE**

**ENSEMBLE
POUR LA MAJORITE
PRESIDENTIELLE**

ENSEMBLE POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

- 1. Construire une démocratie irréprochable et changer la manière de faire de la politique**
- 2. Conforter les services publics au service de tous les Français**
- 3. Créer une société de respect**
- 4. Réhabiliter le travail, atteindre le plein emploi, donner du pouvoir d'achat**
- 5. Faire de l'école le pilier de l'égalité des chances**
- 6. Réussir dans la bataille mondiale de l'intelligence**
- 7. Préserver l'avenir des générations futures, notamment par une grande politique de développement durable**
- 8. Créer plus de richesses au service de la fraternité et de la solidarité**
- 9. Retrouver l'Europe que nous aimons**
- 10. Être à la pointe des nouveaux enjeux mondiaux**

Chers Compatriotes,

Samedi 5 et dimanche 6 mai 2007, en métropole, outre-mer, à l'étranger, vous avez clairement indiqué votre volonté d'un changement profond pour notre pays.

Comme l'avait souhaité Nicolas Sarkozy, la campagne présidentielle a été l'occasion d'un débat clair entre plusieurs projets, entre plusieurs visions de la société, entre des conceptions différentes de l'avenir de la France.

Sans rien dissimuler, Nicolas Sarkozy vous a dit tout ce qu'il souhaitait faire. Il vous a demandé de vous rassembler derrière lui pour saisir cette chance historique d'une modernisation en profondeur de notre pays, afin que celui-ci affronte tous les défis de l'avenir sans renoncer à ses valeurs et à son idéal de réussite et de prospérité au service de la fraternité et de la solidarité. Vous lui avez donné un mandat clair: mettre en œuvre son projet.

Ce projet est fondé sur des valeurs: le travail, le mérite, l'autorité, le respect, l'honnêteté, la fraternité. Nous voulons les remettre au cœur de la société.

Ce projet veut promouvoir une nouvelle manière de faire de la politique: le refus de la fatalité, le service de l'intérêt général, une démocratie irréprochable, la modernisation du dialogue social, la culture du résultat, le souci des générations futures, qui nous engage notamment en ce qui concerne la dette, les retraites et le développement durable.

Ce projet comprend des engagements précis et chiffrés: atteindre le plein emploi en cinq ans, porter notre taux de croissance au même niveau que celui de nos partenaires qui réussissent le mieux, permettre à chaque Français de devenir propriétaire de son logement, réduire les impôts pour les aligner sur la moyenne des pays européens, stopper la dérive de la dette publique.

Ce projet repose sur une volonté forte de justice, la justice pour tous à tout moment de la vie. Le cœur du projet de Nicolas Sarkozy, c'est d'éradiquer les discriminations, qui sont si contraires à l'idéal républicain, c'est de donner sa chance à chacun en ne laissant personne au bord de la route, c'est de reconnaître et de récompenser le seul mérite.

Il est fondé enfin sur une certaine idée de la France, une France fière de son Histoire, de sa culture, de sa langue, une France prospère et fraternelle, où les plus forts mettent leurs talents et leur énergie au service des plus faibles, une France fidèle à son identité nationale et à sa vocation européenne, ouverte, mais responsable devant la question de l'immigration.

Changement, rassemblement, engagement et culture du résultat: tels sont les maîtres mots du projet présidentiel.

Pour le mettre en œuvre, Nicolas Sarkozy a maintenant besoin d'une majorité à l'Assemblée nationale. Les 10 et 17 juin prochains, nous vous demandons votre confiance pour élire à l'Assemblée nationale une majorité présidentielle et donner au nouveau président de la République les moyens de conduire les changements profonds dont notre pays a besoin.



ENSEMBLE POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

1. Construire une démocratie irréprochable et changer la manière de faire de la politique

Nous voulons construire une démocratie irréprochable, c'est-à-dire une démocratie transparente, qui se soucie de l'intérêt général et de la réforme du pays, et non pas des querelles politiques et des luttes de pouvoir. Cette démocratie irréprochable passe notamment par la limitation à deux du nombre de mandats successifs du président de la République, et la possibilité pour celui-ci de s'exprimer directement devant le Parlement. Elle suppose un gouvernement resserré pour mettre fin aux gaspillages et aux pertes de temps liés à l'enchevêtrement des compétences ministérielles, et une nouvelle architecture ministérielle fixée dans une loi organique et adaptée aux enjeux du monde contemporain. Chaque ministre recevra une lettre de mission lui fixant des objectifs précis et des résultats à atteindre, sur la base desquels il devra rendre des comptes. Les pouvoirs du Parlement seront renforcés, ainsi que ceux de l'opposition,

qui sera dotée d'un véritable statut comprenant notamment la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Le Parlement sera associé aux nominations les plus importantes et veillera à ce qu'elles soient toujours fondées sur la compétence, le mérite et l'honnêteté. Il sera plus représentatif des Français, en particulier parce qu'il sera demandé aux fonctionnaires qui veulent s'engager durablement dans la vie politique de démissionner de la fonction publique. Une dose de proportionnelle permettant de représenter l'ensemble des courants d'opinion de la vie politique française au Parlement sera introduite, sans renoncer à l'objectif de stabilité gouvernementale. En matière sociale et de droit du travail, aucune réforme ne pourra intervenir sans avoir été discutée avec les partenaires sociaux, et les syndicats seront plus forts, notamment parce que leur représentativité dépendra de votre vote. Nous voulons que le droit du travail, du temps de travail et des relations sociales fasse une part plus grande à la négociation et au contrat. De manière générale, nous consulterons les citoyens et les personnes intéressées par les

réformes avant d'en décider et de les mettre en œuvre. La justice enfin aura plus de moyens. Elle sera aussi plus responsable. Son indépendance sera garantie. En particulier, aucune considération partisane ou politicienne n'interférera dans la gestion des affaires individuelles. La procédure pénale sera réformée pour tirer les conséquences du scandale d'Outreau. Nos prisons seront dignes et la réinsertion y sera la priorité. Une grande loi pénitentiaire sera présentée au Parlement dans ce but, dès le début de la législature.

2. Conforter les services publics au service de tous les Français

Les services publics sont au cœur de l'égalité des chances et de l'égalité entre les territoires. Raison de plus pour qu'ils soient soucieux de performance, de modernisation et de bonne gestion. Nous voulons conforter les services publics en milieu rural, dans les quartiers en difficulté et outre-mer. Nous voulons conclure avec les fonctionnaires un pacte de progrès : des

fonctionnaires moins nombreux, mais mieux rémunérés et mieux considérés, avec des carrières plus variées et plus enrichissantes. En contrepartie, nous voulons que le fonctionnement des services publics soit plus en phase avec les attentes et les besoins des citoyens, par exemple en ce qui concerne l'amplitude horaire d'ouverture. Nous nous engageons à ce qu'un service public minimum soit garanti en cas de grève.

3. Créer une société de respect

Nous voulons que l'école transmette des valeurs autant que des connaissances, en particulier les valeurs de l'autorité et du respect, ce qui passe notamment par le respect du savoir et des enseignants. Nous aiderons les familles à exercer leur mission éducative, en particulier par le versement d'allocations familiales dès le premier enfant et la création d'un statut de beau-parent pour les familles recomposées et homoparentales, et nous responsabiliserons celles qui y ont renoncé, notamment en mettant sous tutelle les allocations familiales.

ENSEMBLE POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

Nous poursuivrons la lutte contre la délinquance et contre la violence, qui détruit tant de victimes tout en abîmant aussi les coupables. Nous instituerons des peines planchers pour les multirécidivistes et le droit pénal des mineurs sera réformé, parce que la certitude de la sanction est une forme nécessaire de prévention. Les citoyens participeront au jugement des affaires délictuelles les plus graves.

Sortir les quartiers sensibles de l'engrenage de la violence et de la relégation sera un chantier majeur du quinquennat. Face à l'échec de toutes les politiques conduites jusqu'à ce jour, seules l'audace et l'innovation permettront de trouver les solutions à la hauteur de cet enjeu essentiel. Outre la poursuite de la politique de sécurité, qui est indispensable, notre action reposera notamment sur l'éducation et l'emploi. Après l'immense effort de rénovation urbaine actuellement en cours, un deuxième « plan Marshall » des banlieues sera mis en œuvre, dont l'objectif sera de donner à chaque jeune d'un quartier en difficulté une formation qualifiante conduisant à un emploi stable et valorisant.

Les discriminations, en particulier celles qui touchent les personnes handicapées et les personnes issues de l'immigration, sont indignes d'un pays comme le nôtre et une négation de la dignité de nos compatriotes qui en sont victimes. La lutte contre les discriminations sera donc une priorité. Les entreprises auront deux ans pour atteindre l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Une union civile sera créée, qui donnera aux couples homosexuels exactement les mêmes droits qu'aux couples mariés, à l'exception de la filiation et de l'adoption.

Enfin, nous valoriserons l'engagement et le bénévolat, développerons l'éducation civique à l'école et créerons un service civique obligatoire, afin que chaque jeune ait la chance de vivre l'expérience humaine de la fraternité et du service des autres.

4. Réhabiliter le travail, atteindre le plein emploi, donner du pouvoir d'achat

Le plein emploi est possible en France puisqu'il l'est chez un grand nombre

de nos partenaires européens. Nous nous donnons cinq ans pour l'atteindre. Pour cela, il faut cesser de partager les emplois qui existent déjà, comme nous le faisons depuis vingt-cinq ans en échouant, pour, au contraire, concentrer tous nos efforts pour créer les emplois qui n'existent pas encore et qui ne demandent qu'à émerger. Nous voulons également rappeler que la seule manière d'augmenter durablement le pouvoir d'achat est de travailler davantage.

Nous devons tout faire pour être plus nombreux à travailler, car l'activité des uns crée le travail des autres. Cela suppose notamment d'encourager le travail étudiant en le défiscalisant intégralement, de permettre aux seniors de rester en activité, d'autoriser le cumul entre sa retraite et un emploi, de donner aux parents, notamment aux femmes, qui ont cessé leur activité pour se consacrer exclusivement à leurs enfants, la possibilité de retrouver un emploi, grâce notamment à la formation. Le problème de la garde des enfants en bas âge ne doit plus être, pour sa part, un obstacle à l'emploi. Nous ferons du droit à une solu-

tion de garde pour tout enfant de moins de 3 ans un droit opposable.

Par un *Small Business Act* à la française, permettant, entre autres, de réserver des marchés publics aux PME, nous voulons encourager le développement des PME, qui constituent un réservoir important de nouveaux emplois. Nous investirons également dans les secteurs d'avenir créateurs d'emplois, en particulier Internet, la santé, les services à la personne, le développement durable, tout en assumant la vocation agricole et agro-alimentaire de la France, source de puissance économique, et son avenir industriel par une politique industrielle résolue.

Plus globalement, nous voulons réhabiliter le travail, l'effort, le mérite, et encourager l'initiative et la prise de risque. Cela passe d'abord par le respect des travailleurs, qui doivent avoir des rémunérations correctes et être solidement protégés contre le chômage. Avec les partenaires sociaux, nous créerons la sécurité sociale professionnelle: le droit du contrat du travail sera unifié et répondra mieux aux besoins des entreprises, afin que



ENSEMBLE POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

celles-ci ne soient plus dissuadées d'embaucher; en contrepartie, chaque salarié licencié pour des raisons économiques conservera son contrat de travail, qui sera transféré au service public de l'emploi, sera indemnisé à 90 % de son salaire antérieur et bénéficiera d'un accompagnement immédiat et efficace, par un service public de l'emploi unifié, afin de retrouver rapidement un emploi. Parce qu'aujourd'hui personne ne peut prétendre conserver le même emploi toute sa vie, nous créerons également un droit pour toute personne en âge de travailler de suivre, quel que soit son âge, une formation qualifiante lui permettant, selon ses besoins, de changer de métier ou de secteur d'activité. Le travail est trop lourdement taxé dans notre pays. Nous voulons transférer une part importante des cotisations sociales sur d'autres impôts, en particulier expérimenter la TVA sociale. De manière plus générale, nous voulons que la fiscalité cesse de dissuader la prise de risque, pour au contraire l'encourager, cesse de dévaloriser le travail, pour au contraire le récompenser. Il s'agit de libérer

l'énergie des salariés, des entrepreneurs, des artisans, des commerçants, des professions libérales, des investisseurs. C'est pourquoi, notamment: les heures supplémentaires seront toutes rémunérées au moins 25 % de plus que les heures normales et nous les exonérerons de toute charge sociale et fiscale. Grâce à cette mesure, qui sera valable dans le secteur privé comme dans le secteur public: nous créerons des centaines de milliers d'emplois et un salarié rémunéré au Smic gagnera un treizième et un quatorzième mois en plus, pour quatre heures de travail supplémentaires par semaine; nous réduirons les prélèvements obligatoires, qui n'ont aucune raison d'être supérieurs de 4 points à la moyenne des pays de l'Union européenne; nous supprimerons les droits de succession et de donation pour toutes les familles, à l'exception des plus riches; nous permettrons à tous les Français de déduire de leurs impôts les intérêts de leur emprunt immobilier – ou de recevoir une aide équivalente de l'État pour ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu – car

le travail doit permettre à chacun de devenir propriétaire; enfin, nous empêcherons que l'on puisse avoir à payer plus de la moitié de ses revenus en impôts, et nous permettrons aux redevables de l'ISF de s'acquitter de cette obligation fiscale en investissant directement dans le capital de PME ou dans des fondations ou des universités.

Respecter le travail, c'est aussi lutter contre la détérioration des conditions de travail, le stress et la pénibilité de certains emplois. C'est également refuser que celui qui ne travaille pas gagne autant que celui qui travaille, et que celui qui fait l'effort de reprendre un travail perde de l'argent par rapport à celui qui ne le fait pas. C'est pourquoi nous réformerons les minima sociaux, pour que ceux-ci cessent d'enfermer leurs allocataires dans la spirale de la relégation, mais au contraire les encouragent à reprendre un emploi et leur permettent de sortir, par le travail, de l'exclusion. Nous voulons faire de cette réforme, avec l'éducation, l'axe central d'une grande politique de lutte contre la pauvreté des enfants, qui reproduit

les inégalités de génération en génération.

5. Faire de l'école le pilier de l'égalité des chances

Nous n'acceptons pas que 20 % des élèves quittent l'école sans qualification – c'est un désastre pour leurs vies d'adultes et pour notre économie –, ni que l'école ne garantisse pas l'égalité des chances.

Nous mettrons en œuvre quelques règles simples: le respect des enseignants et leur liberté pédagogique; la revalorisation de la condition enseignante; l'évaluation plus fréquente des élèves, des enseignants, des établissements; une conception exigeante des programmes, car le meilleur service que l'on peut rendre à nos enfants est de les tirer vers le haut; une place plus grande pour le sport, qui est une école de vie, et pour la culture, qui permet de vivre en homme ou en femme libre; des relations plus fréquentes et plus soutenues avec les familles, qui sont les premières responsables de l'éducation de leurs



ENSEMBLE POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

enfants ; un soutien immédiat et individualisé dès l'apparition des premières difficultés, car il n'est pas acceptable de laisser durablement des enfants dans une situation d'échec, au point d'en voir certains entrer en sixième sans savoir lire, ni écrire et beaucoup sortir du système scolaire sans qualification. Nous prêterons une attention particulière à l'environnement de travail des élèves, qui a un rôle majeur dans la réussite des enfants. Nous créerons notamment des études dirigées dans tous les établissements scolaires et des internats de réussite éducative dans toutes les villes.

Nous pensons que la mixité sociale est indispensable à la réussite de notre système scolaire, mais en même temps qu'il n'est pas acceptable que des enfants soient obligés de fréquenter des établissements de moins bonne qualité parce que leurs parents n'ont ni les moyens, ni les relations pour leur permettre de contourner la carte scolaire. Nous voulons garantir le même niveau d'excellence dans tous les établissements et leur donner plus d'autonomie, ce qui permettra progressivement de supprimer la carte

scolaire puisque chaque famille choisira l'école de son enfant en fonction du projet pédagogique mis en œuvre et non pas en fonction d'un niveau supposé. Par ailleurs, nous maintiendrons une obligation pour chaque établissement de veiller à la mixité sociale de ses effectifs. La mixité doit reposer sur l'institution scolaire, et non sur les familles. Nous donnerons aux meilleurs élèves de chaque établissement un accès égal aux classes préparatoires et aux filières sélectives de l'enseignement supérieur.

6. Réussir dans la bataille mondiale de l'intelligence

Nous augmenterons les moyens de l'enseignement supérieur et de la recherche pour les porter au même niveau que nos principaux partenaires. Notre pays doit devenir un leader en matière de formation, de recherche et d'innovation. Nous devons améliorer profondément les conditions de travail et de rémunération de nos enseignants et de nos chercheurs. C'est une clé essentielle de notre réussite écono-

mique dans la mondialisation, et de l'augmentation durable des salaires et du pouvoir d'achat. Cela sera donc notre priorité budgétaire absolue. En même temps, nous devons mettre en œuvre des réformes de fond, car il ne servirait à rien d'engager davantage de moyens financiers dans un système d'enseignement supérieur et de recherche qui conduit tant de jeunes à l'échec universitaire, et qui n'est plus adapté au fonctionnement d'une économie dont l'enjeu n'est plus de rattraper des pays en avance sur nous, mais d'être nous-mêmes à la pointe de l'innovation. C'est pourquoi nous donnerons aux universités qui le souhaitent un statut d'autonomie réelle. Les filières d'enseignement qui conduisent à des emplois qualifiés seront privilégiées dans l'attribution des moyens. Nous créerons un service public de l'orientation, afin d'avoir plus de jeunes qui s'engagent dans l'enseignement supérieur, mais dans des filières dans lesquelles ils ont des chances de réussir et de trouver un emploi. Nous financerons la recherche selon une logique de projets et non de structures, ce qui nous permettra

notamment de mieux évaluer nos équipes de recherche et de concentrer nos moyens sur des programmes prioritaires. Enfin, nous ferons des universités des zones franches fiscales pour les entreprises qui y seront créées et nous mettrons en place une fiscalité fortement incitative en faveur des brevets. Les étudiants auront, pour leur part, les moyens d'être autonomes et nous créerons des campus de niveau international et européen.

7. Préserver l'avenir des générations futures, notamment par une grande politique de développement durable

Une démocratie irréprochable, c'est une démocratie qui se soucie des générations futures. Nous prenons l'engagement de mettre fin à la dérive des finances publiques grâce aux mesures d'économie proposées par Nicolas Sarkozy pendant la campagne, en particulier l'embauche d'un fonctionnaire pour deux partant à la retraite, et à une révision générale des politiques publiques permettant de



ENSEMBLE POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

redéployer les dépenses inutiles vers les dépenses utiles. À la fin de la législature, le déficit public de fonctionnement aura été supprimé et l'endettement public ne sera possible que pour financer des dépenses d'investissement. Cette règle d'interdiction des déficits publics de fonctionnement deviendra une norme juridique de valeur supérieure, qui s'imposera à tous les gouvernements.

Nous voulons également préserver le régime des retraites par répartition, ce qui passe nécessairement par la conformation de la loi Fillon sur les retraites et la réforme des régimes spéciaux. Chacun doit être égal devant la retraite. Nous veillerons à tenir compte de la pénibilité manifeste de certaines situations professionnelles.

Enfin, la lutte contre le changement climatique et le développement durable sont des obligations absolues pour notre génération à l'égard de celles qui nous suivent. Un ministère du Développement durable regroupant notamment l'Écologie, l'Énergie, les Transports et l'Équipement, a été chargé de mettre en œuvre une grande politique de développement durable. Celle-ci sera fondée

notamment sur la consolidation de notre industrie nucléaire et le développement des énergies renouvelables, la mise en place d'une fiscalité écologique, un investissement massif dans la recherche et l'innovation et un effort permanent de pédagogie.

8. Créer plus de richesses au service de la fraternité et de la solidarité

Si nous voulons plus de croissance, créer plus de richesses, c'est pour pouvoir entreprendre de grandes politiques de solidarité.

À l'égard des personnes handicapées, d'abord. Nous n'acceptons plus que celles-ci soient condamnées à vivre en marge de la société parce qu'elles n'ont pas accès aux transports publics, aux bâtiments publics, au logement, à l'école, à l'enseignement supérieur, à l'emploi, à la culture, aux loisirs. Nous ferons de la mixité entre personnes handicapées et personnes valides, grâce à la création de droits opposables, notamment, et de la formation et de l'emploi des personnes handicapées un axe

majeur de nos politiques sociales.

Nous pensons qu'une civilisation comme la nôtre doit mettre son honneur à prendre en charge dignement ses personnes âgées. Grâce à la réforme des régimes spéciaux, nous revaloriserons le minimum vieillesse de 25 %, les petites retraites et les pensions de réversion. Nous mettrons en place une cinquième branche de la protection sociale, qui garantira à toute personne âgée, où qu'elle habite sur le territoire, qu'elle pourra, en cas de perte d'autonomie, choisir entre demeurer à son domicile ou être accueillie dans un établissement digne.

Enfin, nous voulons investir dans le secteur de la santé. Il promet de formidables avancées thérapeutiques à l'horizon des prochaines années et sera porteur de croissance et de très nombreux emplois si nous savons l'encourager. Mais force est de constater que la santé est aujourd'hui davantage caractérisée par la montée d'inégalités territoriales, l'épuisement des professionnels, notamment en raison des 35 heures à l'hôpital, trop d'abus et de gaspillages.

Nous voulons investir massivement

dans la recherche sur les sciences du vivant. Nous voulons mieux tenir compte des réalités régionales dans la politique de santé publique, c'est-à-dire, concrètement, définir les moyens à engager dans le domaine de la prévention, des équipements, de la formation et de l'installation des professionnels de santé en fonction de l'état de santé de la population des différents territoires. Nous voulons que l'organisation de notre système de santé repose sur l'autonomie et la responsabilité des professionnels et non sur la réglementation et la méfiance. Nous sortirons de la désorganisation créée à l'hôpital par les 35 heures en permettant à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire. Enfin, nous créerons une franchise limitée et juste pour les premières dépenses de soins, car nous préférons dépenser de l'argent public pour des soins lourds et coûteux accessibles à tous, un meilleur niveau de remboursement des soins optiques, auditifs et dentaires, une aide plus conséquente à l'acquisition de complémentaires de santé, plutôt que dans des abus et des gaspillages.



ENSEMBLE POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

9. Retrouver l'Europe que nous aimons

Après avoir assuré la paix à notre continent, l'Europe a de nouveaux et grands défis à relever pour les peuples qui la composent : la protection dans la mondialisation, la politique industrielle, la recherche et l'innovation, la lutte contre les délocalisations et l'éthique du capitalisme, le développement durable et la politique énergétique, la relation avec les pays du Sud, la maîtrise de l'immigration. C'est parce qu'elle s'est éloignée de ces objectifs concrets que l'Europe a perdu la confiance des Français. Il est urgent que l'Europe s'engage dans la mise en œuvre de politiques concrètes qui seront plus efficaces ensemble que seuls. Pour cela, il faut permettre aux institutions européennes de fonctionner avec 27 États membres en adoptant rapidement un traité simple, lisible et limité aux questions institutionnelles qui n'ont pas été contestées pendant la campagne pour le référendum. Dans le respect de l'indépendance de la Banque centrale européenne, l'euro

doit devenir un outil de croissance et d'emploi. C'est possible dans d'autres pays industrialisés. Cela peut donc l'être en Europe. Nous voulons également que s'applique le principe de préférence communautaire, qui permet à l'Europe de préférer ses produits, ses entreprises et ses marchés quand c'est son intérêt. Nous défendons la PAC, qui est une condition de notre indépendance alimentaire et un outil de puissance économique. Nous pensons que l'Europe doit avoir des frontières et que la Turquie ne doit pas être intégrée à l'Union européenne. En revanche, nous ferons de la création d'une Union méditerranéenne, pôle de stabilité et de prospérité entre l'Europe et l'Afrique, une priorité de l'action européenne.

10. Être à la pointe des nouveaux enjeux mondiaux

La France doit assumer son rôle traditionnel dans le monde, ce qui suppose notamment de maintenir au moins au même niveau qu'aujourd'hui notre effort de défense. Mais elle doit

aussi prendre la tête d'un certain nombre de combats nouveaux, qui correspondent aux enjeux du monde contemporain. C'est le cas du développement durable, bien sûr, par la création notamment d'une organisation mondiale de l'environnement. C'est le cas du commerce mondial, qui doit être fondé sur des règles justes et non plus sur le dumping social, fiscal et environnemental. Nous proposons la création d'une « taxe sur le carbone importé », dont l'objet est de pénaliser les biens issus de pays qui ne prennent aucun engagement en matière écologique. L'immigration est un enjeu majeur pour le XXI^e siècle. Nous voulons rester une nation ouverte, mais nous pensons que cette ouverture doit être responsable. La France ne peut pas accueillir plus d'immigrés que ne le lui permettent ses capacités d'accueil. Le regroupement familial sera réservé à ceux qui ont un logement et un travail pour faire vivre leur famille, et qui font l'effort d'apprendre notre langue, condition indispensable d'une bonne intégration. Par ailleurs, notre pays a le droit, tout comme le devoir de demander à ceux

qu'il accueille de respecter ses valeurs fondamentales. À plus long terme, nous pensons que l'immigration doit faire l'objet d'un accord international fixant les droits et les obligations des pays d'origine et des pays d'accueil, en particulier l'interdiction de piller les élites de pays qui ont besoin de toutes leurs forces pour se développer. Les droits de l'homme sont un combat dans lequel la France sera toujours engagée. Nous voulons qu'elle insiste plus particulièrement et de manière résolue sur les droits des femmes, qui sont encore très lourdement méconnus à travers le monde, tant sur le plan politique et civil que sur les plans éducatif, social et économique. Enfin, nous pensons que le codéveloppement ne peut plus attendre. C'est la seule solution durable à la question de l'immigration et une exigence morale pour notre monde. La France et l'Europe ont un rôle particulier à jouer, parce que c'est en Afrique que la question s'y pose le plus crûment. Nous ferons du développement de l'Afrique une priorité de la politique étrangère de la France. La création d'une Union méditerranéenne y jouera un rôle majeur.